

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Soutien-a-l-association-Ecodefense-victime-de-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Soutien à l'association Ecodefense, victime de la répression des autorités russes**

27 juin 2019

Soutien à l'association Ecodefense, victime de la répression des autorités russes

Les poursuites pénales dirigées contre Alexandra Koroleva, sa directrice, doivent prendre fin !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" alerte sur la situation traversée par l'ONG russe Ecodefense. Fondée en 1989, particulièrement investie contre la construction de centrales nucléaires et le trafic de déchets radioactifs, et pour la lutte contre le changement climatique, Ecodefense compte parmi les plus anciennes associations environnementales russes. Elle est aujourd'hui plus que jamais menacée par la répression exercée par les autorités russes.



Alexandra Koroleva (photo Ecodefense)

En 2014, suite à la campagne victorieuse menée par Ecodefense pour empêcher la construction d'une

centrale nucléaire à Kaliningrad, le gouvernement russe a inscrit l'ONG sur sa liste des organisations dites « agents de l'étranger » et a voulu la forcer à apposer cette mention sur tous ses documents ! Aux côtés de 60 autres associations de la société civile russes également désignées comme "agent de l'étranger" par les autorités russes, Ecodefense a contesté cette classification infamante devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme [1].

28 recours administratifs ont été lancés par le Ministère de la Justice contre l'association suite à ce refus, ainsi que de nombreuses amendes s'élevant à 2,2 millions de roubles (soit 34 000 dollars)... qu'Ecodefense ne peut même pas payer, puisque la loi russe lui interdit d'utiliser les financements qu'elle reçoit pour autre chose que des projets dédiés ! En décembre 2018, les autorités ont fait fermer son compte en banque.

Le 30 mai 2019, quelques mois après [la publication d'un rapport d'Ecodefense](#) mettant un coup de projecteur sur l'état réel du carnet de commande du groupe industriel d'État Rosatom et le financement de sa géopolitique nucléaire sur les fonds publics, le gouvernement est encore monté d'un cran dans la pression : cinq plaintes pénales ont été déposées contre Alexandra Koroleva, la directrice de l'association, qui risque deux ans de prison. Elle a pris la lourde décision de demander l'asile politique en Allemagne.

Contre cette répression qui, une fois de plus, représente une grave atteinte à la liberté d'association et d'expression par un état nucléocrate et le lobby de l'atome, le Réseau "Sortir du nucléaire" est totalement solidaire d'Ecodefense. Il dénonce fermement cette attaque étatique contre une organisation de la société civile et la tentative du pouvoir russe de faire taire une voix critique contre cette industrie qui menace des millions de personnes, en Russie et dans les pays où Rosatom exporte ses centrales. Il demande la levée de toutes les plaintes contre Ecodefense, l'annulation de toutes les amendes et appelle toutes les personnes soucieuses de cette dérive à se faire entendre.

Est-ce un crime que de défendre l'environnement ? Le nucléaire, où qu'il sévise, est décidément incompatible avec la démocratie.

Plus d'informations [sur le site d'Ecodefense](#)

Pour en savoir plus sur l'évolution de la situation, merci de contacter Vladimir Sliviak, co-président de l'association +79032997584

Notes

[1] [Plus d'informations ici](#) sur cette plainte devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme (dont le champ d'action dépasse l'UE).